

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

SEANCE DU 12 AVRIL 2016

Le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart, régulièrement convoqué, s'est réuni le douze avril deux mille seize à 19h30 à la Communauté d'agglomération, 9 allée de la Citoyenneté à Lieusaint 77567, salle du Conseil communautaire, sous la Présidence de Monsieur Francis CHOUAT, Président.

Etaient présents :

Commune d'Evry :

M. Francis CHOUAT, Mme Elodie FRANÇOIS, Mme Edith MAURIN, M. Farouk ALOUANI, Mme Najwa EL HAÏTE, M. Jacques LONGUET, Mme Florence BELLAMY, Mme Danielle VALERO, Mme Widad ALLOUCHY, Mme Farida AMRANI.

Commune de Corbeil-Essonnes :

M. Jean-Michel FRITZ, Mme Nathalie BAUSIVOIR, Mme Frédérique GARCIA, M. Jean-François BAYLE, Mme Martine BOUIN, M. Volkan AYKUT, Mme Pascaline VANDENHEEDE, M. Bruno PIRIOU, M. Jérôme BREZILLON.

Commune de Savigny-le-Temple :

Mme Marie-Line PICHERY, Mme Fatiha BENSALÉM, M. Dominique CAROTINE, M. Maurice POLLET, Mme Eléonore PAYS.

Commune de Grigny :

M. Philippe RIO, Mme Fatima OGBI, M. Jacky BORTOLI, M. Pascal TROADEC, Mme Djouma DIARRA.

Commune de Ris-Orangis :

M. Stéphane RAFFALLI, Mme Françoise SURRAULT, M. Serge MERCIECA.

Commune de Combs-la-Ville :

M. Guy GEOFFROY, M. Gilles ALAPETITE, Mme Marie-Martine SALLES, Mme Françoise SAVY.

Commune de Moissy-Cramayel :

Mme Line MAGNE, M. Angelo VALERII, Mme Marilyn HUMPHREY, Mme Dorothée MOUREAUX.

Commune de Courcouronnes :

Mme Laurence HEQUET.

Commune de Lieusaint :

M. Michel BISSON, Mme Valérie LENGARD.

Commune de Saint-Pierre-du-Perray :

M. Vincent LORRIERE.

Commune de Cesson :

M. Olivier CHAPLET, M. Jean-Louis DUVAL.

Commune de Bondoufle :

M. Jean HARTZ.

Commune de Lisses :

M. Michel SOULOUMIAC

Commune de Saint-Germain-lès-Corbeil :

M. Philippe ROUGER

Commune de Vert-Saint-Denis :

M. Eric BAREILLE.

Commune de Soisy-sur-Seine :

M. Jean-Baptiste ROUSSEAU.

Commune de Nandy :

M. René RÉTHORÉ.

Commune de Saintry-sur-Seine :

M. Raymond BERTELOOT

Commune de Villabé :

M. Fabrice ROUZIC.

Commune Le Coudray-Montceaux :

M. François GROS.

Commune d'Etiolles :

M. Philippe JUMELLE.

Commune de Tigery :

M. Jean CROSNIER.

Commune de Morsang-sur-Seine :

M. Guy Rubens DUVAL.

Absents excusés représentés :

Commune d'Evry :

M. Manuel VALLS donne pouvoir à M. Francis CHOUAT.

M. Ronan FLEURY donne pouvoir à Mme Elodie FRANCOIS

M. Joseph NOUVELLON donne pouvoir à Mme Widad ALLOUCHY.

Commune de Corbeil-Essonnes :

M. Jean-Pierre BECHTER donne pouvoir à M. Jean-Michel FRITZ

M. Redanga N'GAIBONA donne pouvoir à M. Volkan AYKUT

Commune de Savigny-le-Temple :

M. Alain BRIARD donne pouvoir à M. Maurice POLLET.

M. Hervé KITEBA SIMO donne pouvoir à Mme Marie-Line PICHERY

Commune de Grigny :

Mme Claire TAWAB donne pouvoir à Mme Fatima OGBI

Mme Claire RENKLICAY donne pouvoir à M. Philippe RIO.

Commune de Ris-Orangis :

M. Thierry MANDON donne pouvoir à M. Stéphane RAFFALLI.

M. Ange BALZANO donne pouvoir à Mme Françoise SURRAULT.

Commune de Combs-la-Ville :

M. Bernard BAILLY donne pouvoir à Mme Françoise SAVY.

Commune de Courcouronnes :

M. Stéphane BEAUDET donne pouvoir à Mme Laurence HEQUET.

Commune de Saint-Pierre-du-Perray :

Mme Catherine ALIQUOT-VIALAT donne pouvoir à M. Guy GEOFFROY

Commune de Lisses :

M. Thierry LAFON représenté par son suppléant, M. Michel SOULOUMIAC

Commune de Saint-Germain-lès-Corbeil :

M. Yann PETEL représenté par son suppléant, M. Philippe ROUGER

Commune de Saintry-sur-Seine :

Mme Martine CARTAU-OURY représentée par son suppléant, M. Raymond BERTELOOT

Commune de Villabé :

M. Karl DIRAT représenté par son suppléant, M. Fabrice ROUZIC.

Commune de Réau :

M. Alain AUZET donne pouvoir à M. Olivier CHAPLET

Absents excusés :

Commune de Ris-Orangis :

Mme Nhu-Anh DESORMEAUX.

Commune de Courcouronnes :

M. Jean CARON.

Le secrétaire de séance : M. Farouk ALOUANI

Nombre de membres en exercice : 75

Nombre de membres présents ou représentés : 73

OBJET : BUDGET PRIMITIF – EXERCICE 2016 – ADOPTION DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT BOIS SAUVAGE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 5 avril 2016,

Sur proposition du Président,

Le Conseil de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonnes-Sénart,

Après en avoir délibéré, à mains levées,

ADOpte le Budget Primitif 2016 du budget annexe Aménagement Bois sauvage dont l'équilibre est assuré de la façon suivante :

Chapitre (Code)	Libellé chapitre	BP 2016	REPORT	Total crédits 2016	BP 2016	REPORT	Total crédits 2016
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT				0,19		0,19
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 322 571,00		3 322 571,00	3 322 571,00		3 322 571,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,19		0,19			
Total fonctionnement		3 322 571,19		3 322 571,19	3 322 571,19		3 322 571,19
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT				2 612,45		2 612,45
020	DEPENSES IMPREVUES	2 612,45		2 612,45			
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 322 571,00		3 322 571,00	3 322 571,00		3 322 571,00
Total Investissement		3 325 183,45		3 325 183,45	3 325 183,45		3 325 183,45

PRECISE que le vote est opéré par nature et au niveau des chapitres.

AUTORISE le Président ou le Vice-président ayant délégation dans le domaine concerné à signer tous les actes afférents à la présente délibération.

DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Département de l'Essonne.

Votes :

Nombre de votants : 73
Votes Pour : 72
Votes Contre : 0
Abstentions : 1 (Madame MOUREAUX)

Le Président,

Francis CHOQUET

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte le **29 AVR. 2016**

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite d'acceptation, sauf exceptions prévues à l'article 21 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et par les décrets d'application de ce texte. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.